

Communiqué de presse

Sous embargo jusqu'au 4 janvier 2024, 12 h 30 HNE

Une reprise modeste de la croissance est attendue, mais les perspectives économiques de l'Europe restent difficiles, selon le rapport économique phare de l'ONU

La croissance devrait rester modérée dans un contexte de politiques monétaires et fiscales rigoureuses et d'incertitudes géopolitiques

New York, 4 janvier - L'Europe devrait connaître une légère reprise économique en 2024, mais des taux d'intérêt élevés, une politique fiscale plus stricte et des conflits géopolitiques pèseront sur les performances de croissance de la région, selon le **rapport des Nations Unies sur la situation et les perspectives de l'économie mondiale (WESP) 2024**.

Le rapport économique phare des Nations Unies présente des perspectives économiques mondiales sombres à court terme. Si l'économie mondiale s'est avérée plus résistante que prévu en 2023, cette performance masque des risques à court terme et des vulnérabilités structurelles. La croissance économique mondiale devrait ralentir, passant de 2,7 % en 2023 à 2,4 % en 2024, ce qui est bien inférieur au taux de croissance de 3 % enregistré avant la pandémie.

La perspective d'une période prolongée de resserrement des conditions de crédit et d'augmentation des coûts d'emprunt constitue une série de vents contraires pour une économie mondiale criblée de dettes, alors qu'elle a besoin de plus d'investissements pour relancer la croissance, lutter contre le changement climatique et accélérer les progrès vers la réalisation des [objectifs de développement durable \(ODD\)](#).

« 2024 doit être l'année où nous sortirons de ce borbier. En débloquant des investissements importants et audacieux, nous pouvons favoriser le développement durable et l'action climatique, et placer l'économie mondiale sur la voie d'une croissance plus forte pour tous », a déclaré António Guterres, Secrétaire général des Nations Unies. « Nous devons nous appuyer sur les progrès réalisés au cours de l'année écoulée pour mettre en place un Stimulus sur les ODD d'au moins 500 milliards de dollars par an, sous la forme d'un financement à long terme abordable pour les investissements dans le développement durable et l'action climatique ».



La croissance devrait s'accélérer en 2024, mais les vents contraires macroéconomiques persistent

L'Europe continuera à ressentir les effets négatifs du resserrement monétaire, les hausses de taux passées et la réduction des liquidités affectant l'économie réelle. Dans toute la région, la confiance des consommateurs et des entreprises reste faible, même si les effets de la crise énergétique commencent à s'atténuer. La croissance économique de l'Union européenne (UE) devrait s'établir en moyenne à 1,2 % en 2024, contre 0,5 % en 2023, mais bien en deçà du rythme d'avant la pandémie, qui était d'environ 2 %. La légère reprise sera soutenue par un redressement des dépenses de consommation dans un contexte de ralentissement de l'inflation, d'augmentation des salaires réels et de robustesse des marchés du travail. La demande d'exportations de l'UE, qui s'est considérablement contractée l'année dernière, devrait se redresser en 2024 avec la reprise progressive du commerce mondial. La politique budgétaire deviendra probablement plus restrictive, les gouvernements continuant à réduire les subventions à l'énergie et les mesures de soutien à l'inflation et s'engageant dans un assainissement progressif des finances publiques.

Le rapport note que dans un contexte de réorientation des dépenses de consommation vers les services, les perspectives de croissance à court terme restent plus favorables dans les économies de la région axées sur les services - par exemple, en Grèce, au Portugal et en Espagne - que dans les pays ayant une base manufacturière plus importante, comme l'Autriche, la Finlande et l'Allemagne. Parmi les grandes économies européennes, l'Allemagne a été particulièrement touchée par les chocs récents, avec une contraction du PIB de 0,1 % en 2023. Alors que la croissance devrait remonter à 0,7 % en 2024, l'économie est confrontée à d'importants défis structurels, tels que les pénuries de main-d'œuvre, la dépendance à l'égard des industries à forte intensité énergétique et le manque d'investissement, par exemple dans l'infrastructure numérique. Au Royaume-Uni, les taux d'intérêt élevés et le resserrement budgétaire continuent de peser lourdement sur la croissance, qui devrait passer de 0,5 % en 2023 à 0,4 % en 2024.

Les marchés du travail ont commencé à se refroidir, mais devraient rester tendus

L'inflation devrait continuer à diminuer à mesure que les effets indirects du choc énergétique continuent à s'estomper, que les pressions sur les prix des denrées alimentaires s'atténuent et que le resserrement de la politique monétaire freine la demande. L'inflation moyenne dans l'Union européenne devrait passer de 5,9 % en 2023 à 3,1 % en 2024 et au Royaume-Uni de 7,4 % à 3,6 %. Dans ce contexte, les principales banques centrales européennes ont signalé que les



**Nations
Unies**

Département des
affaires économiques
et sociales

taux directeurs étaient proches de leur maximum. Toutefois, compte tenu de la forte croissance des salaires nominaux et des risques d'inflation, elles devraient maintenir leur politique monétaire en territoire restrictif jusqu'à ce qu'il y ait une indication claire que l'inflation revient à l'objectif fixé.

Les marchés du travail en Europe ont jusqu'à présent remarquablement bien résisté à la hausse des taux d'intérêt et à un environnement économique difficile. Des signes de ralentissement sont apparus récemment, avec un ralentissement de la croissance de l'emploi, une baisse des taux d'inoccupation et une détérioration des prévisions des entreprises en matière d'emploi. Si les taux de chômage devraient légèrement augmenter en 2024, les marchés du travail devraient rester tendus par rapport aux normes historiques, en raison des pénuries persistantes de main-d'œuvre dans les professions hautement et faiblement qualifiées.

###

Le rapport complet sera disponible le 4 janvier 2024, à 12 h 30 HNE, à l'adresse suivante :

<https://desapublications.un.org/>

Relations médias :

Sharon Birch, Département de la communication globale de l'ONU, birchs@un.org

Leah Kennedy, Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, kennedy1@un.org